

## Human Rights Council – 37<sup>th</sup> session

### Item 6: Universal Periodic Review Outcomes: Benin Statement by Action Canada for Population and Development

FR

Merci, Monsieur le Président.

Action Canada fait cette déclaration en collaboration avec la Sexual Rights Initiative, l'Association de Femme pour une Relève Orientée (AFRO-BENIN) et la Coalition des lesbiennes africaines.

Nous félicitons le Bénin pour les progrès réalisés depuis le dernier cycle de l'EPU et pour avoir accepté la grande majorité des recommandations formulées au cours du dernier EPU. Des progrès importants ont été accomplis dans la reconnaissance et la promotion des droits à la santé et à l'éducation et la création d'une institution nationale vouée à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

Bien que l'article 36 de la Constitution béninoise garantisse le droit de chacun au respect et à la non-discrimination, des niveaux élevés de violence, de stigmatisation et de discrimination continuent de sévir contre les personnes qui ne se conforment pas aux normes en matière de genre et de sexualité. Ce sont des conséquences directes d'une société où les valeurs patriarcales ne sont pas abordées et confrontées et ne font que renforcer la pauvreté et l'exclusion auxquelles les femmes et les personnes marginalisées sont confrontées.

Trop souvent, les femmes, les travailleurs-euse du sexe et les personnes LGBTIQ sont confrontés à cette violence sans espoir d'obtenir justice ou des services, en grande partie à cause des lois, politiques et croyances qui les criminalisent au lieu de demander des comptes aux auteurs de cette violence. De plus, l'absence d'une approche intersectionnelle et de la reconnaissance des populations clés ont amené une prévalence plus élevée de ces groupes aux infections VIH.

Nous appelons le gouvernement de Bénin à:

- Veiller à ce que les lois, politiques et programmes, nouveaux ou existants, sur la violence et la discrimination répondent adéquatement aux lacunes en matière de protection et de justice pour les femmes, les travailleurs-euses du sexe, les personnes LGBTIQ et autres personnes marginalisées. Nous appelons également à une reconnaissance légale des organisations qui travaillent sur les droits sexuels, garantissant leur liberté d'association.
- Créer et mettre en œuvre des politiques et programmes spécifiques et ciblés sur le VIH / SIDA qui répondent aux besoins des jeunes et des personnes marginalisées (LGBTIQ, travailleurs-euse du sexe, consommateurs de drogues injectables), en consultation avec les acteurs de la société civile.
- Appliquer une analyse intersectionnelle à tous les programmes et services garantissant que les droits des personnes confrontées à des formes multiples et croisées d'oppression et de discrimination sont protégées afin d'assurer l'égalité des sexes, le développement durable et les droits de l'homme pour tous.

ENG

Thank you Mr President.

Action Canada makes this statement on behalf of the Sexual Rights Initiative, the Association de Femme pour une Relève Orientée (AFRO-BENIN) and the Coalition of African Lesbians.

We commend Benin in the progress made since the last UPR cycle and also in accepting the vast majority of recommendations made during this most recent UPR. Important gains have been made in recognising and promoting the rights to health, education and creating a national institution dedicated to promotion and protection of human rights.

Although article 36 of Benin's Constitution guarantees the right of everyone to respect and non-discrimination, high levels of violence, stigma and discrimination continue unabated against individuals who fail to conform to expected gender and sexuality norms. These are a direct consequence of a society where patriarchal values are not addressed and confronted and further entrenches the poverty and exclusion that women and marginalised people face.

All too often, women, sex workers and LGBTIQ persons face this violence with no hope of redress or services, largely because of the laws, policies and beliefs that criminalise them instead of holding the perpetrators of this violence accountable. In addition, a lack of an intersectional approach and recognition of key populations has led to a higher prevalence of HIV infection in these groups.

We call on the government of Benin to:

- Ensure that existing and new laws, policies and programmes on violence and discrimination adequately address protection and redress gaps for women, sex workers, LGBTIQ and other marginalised persons. We also call for a legal recognition of organisations that work on sexual rights, guaranteeing their freedom of association.
- Create and implement specific and targeted HIV / AIDS policies and programs that meet the needs of young and marginalised persons (LGBTIQ, sex workers, injecting drug users), in consultation with civil society actors working with key populations.
- Apply an intersectional analysis to all programs, services ensuring that the rights of persons facing multiple and intersecting forms of oppression and discrimination are protected in order to ensure gender equality, sustainable development and human rights for all.